

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Périgny, le 30/03/2026

ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CDA La Rochelle

pour ses installations exploitées :

Rue de Dunkerque
17000 La Rochelle

Références : 0007204414/AA/2026/212
Code AIOT : 0007204414

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2025 dans l'établissement CDA La Rochelle implanté rue de Dunkerque Laleu 17000 La Rochelle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel d'inspection (PPC) 2025 ainsi que dans le cadre du récolement de l'arrêté d'autorisation du 17 février 2020.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CDA La Rochelle
- rue de Dunkerque Laleu 17000 La Rochelle
- Code AIOT : 0007204414
- Régime : Déclaration avec contrôle

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La communauté d'agglomération (CDA) de La Rochelle a été autorisée par l'arrêté préfectoral du 17 février 2020 à exploiter une installation de collecte de déchets dangereux (2710-1-a) et non dangereux (2710-2-a) apportés par le producteur initial au 53, chemin de Dunkerque, 17000 La Rochelle. L'installation est autorisée à réceptionner jusqu'à 13,9 tonnes de déchets dangereux et 926 m³ de déchets non dangereux.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 4.4.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Autosurveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 4.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Déchets sortants	Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 5.4	Demande d'action corrective	1 mois
7	Comportement au feu des locaux	Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 7.2.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Systèmes de détection et extinction automatiques	Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 7.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 7.6.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 1.2	Sans objet
2	Accessibilité	Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 2.1.2.2	Sans objet
3	Localisation des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 4.3.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation respecte les activités pour lesquelles elle a été autorisée. Lors de l'inspection, il a pu être constaté que les différents moyens de lutte contre l'incendie, les moyens de rétention et de traitement ont bien été installés sur le site. Toutefois, il manque les documents techniques justifiant du bon dimensionnement et du bon fonctionnement de ces installations. Il a également été demandé à l'exploitant de justifier des caractéristiques constructives des locaux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 1.2				
Thème(s) : Situation administrative, Nature des installations				
Prescription contrôlée :				
Rubrique Alinéa	AS, A, E, D, DC, NC (*)	Libellé de la rubrique (activité) critère de classement	Nature de l'installation	Volume/ quantité autorisé
2710-1-a	A	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets : 1. Collecte de déchets dangereux : La quantité de déchets susceptible d'être présent dans l'installation étant : a) Supérieur ou égale à 7 tonnes.	Collecte de déchets dangereux notamment l'amiante, les huiles et batteries usagées	La quantité maximale est de 13,9 tonnes
2710-2-a	E	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets : 2. Collecte de déchets non dangereux : Le volume de déchets susceptible d'être présent dans l'installation étant : a) Supérieur ou égal à 300 m ³	Collecte de déchets non dangereux notamment les déchets verts, bois et tout venant	Le volume maximum est de 926 m ³
Constats : Les activités sur le site correspondent aux activités de collecte de déchets dangereux et non dangereux. L'exploitant indique ne pas prévoir d'évolution de ses activités sur le site.				
Type de suites proposées : Sans suite				

N° 2 : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 2.1.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité
Prescription contrôlée :
L'installation est ceinte d'une clôture d'une hauteur minimale de 2 m de haut, de manière à

interdire toute entrée non autorisée, elle est équipée d'un système d'alarme et de surveillance. La voirie d'accès est aménagée en fonction de la fréquentation de pointe escomptée, afin de ne pas perturber la circulation sur la voie publique attenante.

Constats :

Il a été constaté, par sondage, que le site est ceinturé par une clôture standard de 2 mètres de haut.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Localisation des points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 4.3.5

Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des points de rejet

Prescription contrôlée :

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement disposent de 2 points de rejet distincts dont les caractéristiques sont précisées ci-après :

Numéro du point de rejet	Nature des effluents	Traitement avant rejet	Milieu récepteur
n°1	Eaux domestiques	Aucun Les eaux usées domestiques rejoignent le réseau d'eaux usées de la commune	Station d'épuration de port Neuf
n°2	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Les eaux pluviales sont orientées vers un bassin tampon de 392 m³. Puis passent par un débourbeur-déshuileur	Réseau communal d'eaux pluviales Avenue Denfert Rochereau Coordonnées du point de rejet : X : 376516 / Y : 6571370

Constats :

Lors de la visite du site, l'exploitant n'a pas pu indiquer précisément l'emplacement du point de rejet n°2 ni celui du débourbeur-déshuileur.

Après la visite, lors de la phase en salle, l'exploitant a transmis à l'inspection le plan des réseaux du site, indiquant l'emplacement du bassin de rétention et celui du débourbeur-déshuileur. Ces équipements sont enterrés dans la partie sud-est du site, en haut des quais de collecte.

Par courriel en date du 26 janvier 2026, l'exploitant a transmis des photographies de l'emplacement du débourbeur-déshuileur. Un plan des réseaux de gestion des eaux du site, précisant l'emplacement du bassin de rétention, du point de rejet n°2 ainsi que celui du débourbeur-déshuileur, a également été joint à ce même courriel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 4.4.2.1																										
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux pluviales susceptible d'être polluées																										
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Les effluents au niveau des points de rejets n°2 doivent respecter les caractéristiques suivantes :																										
<table border="1"><thead><tr><th>Paramètre</th><th>Concentration maximale (mg/l)</th></tr></thead><tbody><tr><td>MES</td><td>600</td></tr><tr><td>DBO5</td><td>800</td></tr><tr><td>DCO</td><td>2000</td></tr><tr><td>Hydrocarbures totaux</td><td>10</td></tr><tr><td>Somme des métaux (*)</td><td>15</td></tr><tr><td>Chrome hexavalent</td><td>0,1</td></tr><tr><td>Indice phénols</td><td>0,3</td></tr><tr><td>Cyanures totaux</td><td>0,1</td></tr><tr><td>AOx</td><td>5</td></tr><tr><td>Arsenic</td><td>0,1</td></tr><tr><td>Azote global</td><td>30</td></tr><tr><td>Phosphore total</td><td>10</td></tr></tbody></table>	Paramètre	Concentration maximale (mg/l)	MES	600	DBO5	800	DCO	2000	Hydrocarbures totaux	10	Somme des métaux (*)	15	Chrome hexavalent	0,1	Indice phénols	0,3	Cyanures totaux	0,1	AOx	5	Arsenic	0,1	Azote global	30	Phosphore total	10
Paramètre	Concentration maximale (mg/l)																									
MES	600																									
DBO5	800																									
DCO	2000																									
Hydrocarbures totaux	10																									
Somme des métaux (*)	15																									
Chrome hexavalent	0,1																									
Indice phénols	0,3																									
Cyanures totaux	0,1																									
AOx	5																									
Arsenic	0,1																									
Azote global	30																									
Phosphore total	10																									
(*) Mn, Fe, Co, Ni, Cu, Zn, Ag, Cr, Sn, Cd, Hg, Al et Pb.																										
Constats : L'exploitant a indiqué que les analyses de ces paramètres étaient réalisées, mais n'a pas présenté le dernier rapport d'analyse des eaux pluviales rejetées vers le milieu naturel.																										
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection les deux derniers rapports d'analyse des eaux pluviales rejetées dans le milieu naturel.																										
Type de suites proposées : Avec suites																										
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant																										
Proposition de délais : 1 mois																										

N° 5 : Autosurveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Autosurveillance des rejets
Prescription contrôlée : Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 4.4.2 est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.
Constats : L'exploitant indique que la surveillance annuelle des concentrations des paramètres de rejet est réalisée, mais précise ne pas avoir en sa possession le dernier rapport d'analyse lors de l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection les deux derniers rapports d'analyse des eaux pluviales rejetées dans le milieu naturel et, si cela n'a pas été fait, réalise une surveillance annuelle des concentrations des valeurs de rejet visées au point précédent.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Déchets sortants
Prescription contrôlée : Les déchets doivent être périodiquement évacués vers les installations de traitement adaptées et autorisées à les recevoir. Les déchets ne sont pas entreposés plus de trois mois dans l'installation. Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité de l'exploitant. Il organise la gestion des déchets sortants dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés aux titre Ier et titre IV du livre V du Code de l'environnement. Il s'assure que les entreprises de transport, leurs véhicules et les installations de destination disposent des autorisations ou agréments nécessaires. a) Registre de déchets sortants L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">• la date de l'expédition ;• le nom et l'adresse du destinataire ;• la nature et la quantité de chaque déchet expédié (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du Code de l'environnement) ;

<ul style="list-style-type: none"> • le numéro du bordereau de suivi et, le cas échéant, les références du certificat d'acceptation préalable ; • l'identité du transporteur ; • le numéro d'immatriculation du véhicule ; • la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définies à l'article L. 541-1 du Code de l'environnement (recyclage, valorisation énergétique, élimination...) ; • le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté lors de l'inspection le registre des déchets sortants daté du 30 novembre 2025. Il précise que ce registre est mis à jour en fin de mois. Celui-ci reprend, en colonnes, l'ensemble des informations réglementaires requises, à l'exception de la qualification du traitement final au regard de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L.541-1 du Code de l'environnement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met à jour son registre des déchets sortants en précisant, pour chaque flux, la qualification du traitement final.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Comportement au feu des locaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 7.2.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Comportement au feu des locaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Réaction au feu Les locaux d'entreposage de déchets présentent les caractéristiques de réaction au feu minimales suivantes (selon NF EN 13501-1) : matériaux A2 s2 d0. Le sol des aires et locaux de stockage de déchets dangereux est incombustible (de classe A1fl). Les justificatifs attestant des propriétés de réaction au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Résistance au feu Les locaux de stockage de déchets dangereux présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes : l'ensemble de la structure est au minima REI 15. Les murs séparatifs entre le local, d'une part, et un local technique (hors chaufferie) ou un bureau et des locaux sociaux sont REI 120 jusqu'en sous-face de toiture, sauf si une distance libre d'au moins 6 mètres est respectée entre la cellule et ce bureau, ou ces locaux sociaux ou ce local technique. Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la</p>

disposition de l'inspection des installations classées.

Toitures et couvertures de toiture

Les toitures et couvertures de toiture répondent au minimum à la classe CROOF (t3), pour un temps de passage du feu au travers de la toiture compris entre quinze minutes et trente minutes (classe T 15) et pour une durée de la propagation du feu à la surface de la toiture comprise entre dix minutes et trente minutes (indice 2).

Désenfumage

Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs sont à commande automatique ou manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à 2 %. En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellule. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que tous les murs de l'installation ont été réalisés en béton, un matériau incombustible.

Par ailleurs, il a également mentionné que ses toitures sont classées CROOF (t3), sans pouvoir présenter les documents attestant de cette classification.

Enfin, lors de la phase en salle, l'examen d'un plan des locaux a permis de constater la présence de nombreuses trappes de désenfumage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet les éléments techniques permettant de vérifier les caractéristiques suivantes :

- réaction au feu (A2 s2 d0 et A1fl),
- résistance au feu (REI 15 et/ou REI 120),
- toitures et couvertures de toiture (CROOF t3, T15 et indice 2),
- surface de désenfumage (>2 %),

conformément à l'article 7.2.1.1 de son arrêté d'autorisation, tel que repris dans la prescription contrôlée du présent point de contrôle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Systèmes de détection et extinction automatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection et extinction automatiques
Prescription contrôlée : Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. [...]
Constats : Il a été constaté la présence de détecteurs de fumée dans toutes les alvéoles de stockage de déchets du bâtiment « Bleu » du site, ainsi que dans le local de stockage des engins et machines. L'exploitant indique que ces détecteurs sont reliés à une alarme sonore. Les rapports de maintenance annuelle des détecteurs, ainsi que la liste et l'emplacement de ceux-ci sur le site, n'ont pas été transmis par l'exploitant lors de l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection la liste des détecteurs ainsi que leur emplacement sur le site. Il fournit également le dernier rapport de maintenance de ces détecteurs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
Prescription contrôlée : Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;
- [...] L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Constats :

L'exploitant indique que les services d'incendie et de secours peuvent être contactés à tout moment via les téléphones portables répartis parmi les employés du site.

Lors de la phase en salle, l'exploitant a présenté différents plans du site : certains indiquaient l'emplacement des moyens de lutte contre l'incendie, tandis que d'autres décrivaient les dangers spécifiques à chaque local. Aucun document ne regroupait cependant l'ensemble de ces informations.

Il a été constaté, lors de l'inspection, la présence d'un poteau incendie à l'intérieur du site. Lors de la phase en salle, l'exploitant a présenté le dernier rapport de pression du poteau incendie : sous une pression d'un bar, celui-ci offre un débit de 138 m³/h. Le dossier de demande d'autorisation, dans son étude de dangers, estime les besoins en eau du site à 48 m³/h. Les besoins en eau du site sont donc respectés.

Par ailleurs, un sondage réalisé lors de la visite du site a confirmé la présence d'extincteurs. La dernière vérification de ces équipements est datée de septembre 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet le plan du site, conçu pour faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours. Ce plan inclut notamment :

- les différentes entrées du site,
- les voies d'accès,
- l'emplacement des moyens de lutte contre l'incendie (extincteurs, détecteurs de fumée, poteaux incendie, etc.),
- l'emplacement des moyens de rétention,
- le cas échéant, l'emplacement des vannes permettant de placer le site en rétention,
- une description des dangers pour chaque emplacement de stockage de déchets (bennes et locaux).

L'exploitant transmet également : <ul style="list-style-type: none"> • le dernier rapport de vérification du poteau incendie du site, • le rapport de la dernière vérification des extincteurs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois